



**PRÉFET
DU CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des collectivités locales
et de la coordination interministérielle**

Arrêté préfectoral n° 2024-1531 du 17 septembre 2024
portant enregistrement d'une installation de stockage de déchets inertes
située au lieu-dit « Le Champ de la Vigne » sur la commune de Lunery

Le préfet du Cher
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la directive 2011/92/UE du parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment la rubrique 2760-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

Vu le décret du 29 juillet 2022 du Président de la République portant nomination de monsieur Maurice BARATE, préfet du Cher ;

Vu le décret du 20 avril 2023 du Président de la République portant nomination de madame Camille de WITASSE THÉZY, secrétaire générale de la préfecture du Cher ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L. 512-7) du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L. 512-7) du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012-1-0885 du 7 août 2012 autorisant la SA COLAS Centre Ouest à exploiter une installation de stockage de déchets inertes, sur le territoire de la commune de Lunery ;

Vu l'arrêté du 20 octobre 2015 modifié portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin versant Cher Amont ;

Vu l'arrêté du 17 octobre 2019 portant approbation du plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) de la région Centre-Val de Loire ;

Vu l'arrêté du 4 février 2020 portant approbation du schéma régional d'aménagement, de développement durable, d'égalité des territoires de la région Centre-Val de Loire (SRADDET) ;

Vu l'arrêté du 15 mars 2022 portant approbation du plan de gestion du risque inondation (PGRI) sur le bassin Loire-Bretagne ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant pour la période 2022-2027 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2024-0601 du 13 mai 2024 accordant délégation de signature à madame Camille de WITASSE THÉZY, secrétaire générale de la préfecture, sous-préfète chargée de l'arrondissement de Bourges ;

Vu la demande présentée le 19 avril 2024 par la société COLAS France dont le siège social est situé 1 rue du Colonel Pierre Avia CS 81755, 75015 Paris, pour l'enregistrement d'une installation de stockage de déchets inertes (rubrique n° 2760-3 de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune de Lunery au lieu-dit « Le Champ de la Vigne » ;

Vu le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés dont l'aménagement n'est pas sollicité ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2024-0858 du 29 mai 2024 prescrivant une consultation du public sur la demande d'enregistrement présentée par la société COLAS France relative à la régularisation d'une installation de stockage de déchets inertes exploitée au lieu-dit « Le Champ de la Vigne » sur le territoire de la commune de Lunery (18400) ;

Vu l'organisation de la consultation du public du mardi 25 juin 2024 (9h00) au mercredi 24 juillet 2024 (17h00) ;

Vu l'absence d'observation du public ;

Vu l'avis favorable du 1^{er} juillet 2024 du conseil municipal de la commune de Lunery ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 27 août 2024 ;

Vu la transmission du projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 30 août 2024 au titre de la procédure contradictoire ;

Vu le courriel du 12 septembre 2024 par lequel l'exploitant n'a formulé aucune observation sur ledit projet ;

Considérant que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à l'usage en zone naturelle (milieu prairial semi-ouvert et massif boisés) ;

Considérant que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe de l'article R.122-3-1, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

Considérant en particulier l'absence des effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, ouvrages, travaux et installations existants et / ou approuvés dans cette zone ;

Considérant en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

Considérant l'objectif 19 du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable, d'Égalité des Territoires de la région Centre-Val de Loire (SRADDET), approuvé le 4 février 2020 ;

Considérant les objectifs prévus par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne 2022-2027, approuvé le 18 mars 2022 ;

Considérant les objectifs du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin versant Cher Amont ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant qui n'a formulé aucune observation au titre de la procédure contradictoire ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1 : Exploitant, durée, péremption

L'installation de la société COLAS France dont le siège social est situé 1 rue du Colonel Pierre Avia, CS 81755, 75015 Paris, faisant l'objet de la demande susvisée du 19 avril 2024, est enregistrée.

Cette installation est localisée sur le territoire de la commune de Lunery (18 400) au lieu-dit « Le Champ de la Vigne » sur la parcelle cadastrée section AS n° 058 pour une superficie totale de 29 086 m².

L'enregistrement est délivré pour une durée de 20 ans. L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si un nouvel enregistrement est prononcé. Il convient donc, le cas échéant, de déposer en temps utile une nouvelle demande d'enregistrement dans les formes réglementaires.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

Article 2 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les installations projetées relèvent du régime de l'enregistrement prévu à l'article L. 512-7 du code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume
2760-3	E	Installation de collecte de déchets	Installation de collecte de déchets inertes	Volume maximal de déchets stockés : 78 000 m ³ (140 000 tonnes environ) Volume annuel maximal de déchets admissible : 8 000 m ³ , soit environ 15 000 tonnes

Volume : éléments caractérisant les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

Le type de déchets inertes admissibles sur site se limitent, en référence à la liste des déchets de l'annexe II de l'article R. 514-8 du code de l'environnement, aux déchets suivants :

Code Déchets ⁽¹⁾	Description ⁽¹⁾	Restrictions
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	
17 01 03	Tuiles et céramiques	
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substance dangereuse	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 02 02	Verre	Sans cadre ou montant de fenêtres
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	À l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe.
10 11 03	Déchets de matériaux à base de fibre de verre	Seulement en l'absence de liant organique
15 01 07	Emballage en verre	Triés
19 12 05	Verre	Triés
⁽¹⁾ Annexe II à l'article R. 514-8 du code de l'environnement.		

Article 3 : Situation de l'établissement

Les installations enregistrées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Coordonnées Lambert RGF 93		Lieu-dit	Parcelles cadastrales (section et numéro)
	X	Y		
Lunery	644814	6648210	Le Champ de la Vigne	Section AS parcelle n° 058

Les installations mentionnées à l'article 2 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4 : Information d'avancement du projet

L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la date prévue pour le démarrage du chantier d'aménagement.

De même, dès la mise en service industrielle des installations, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées.

Article 5 : Conformité au dossier d'enregistrement

L'installation et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 19 avril 2024.

Elle respecte les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables du 12 décembre 2014 relatifs aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Article 6 : Mise à l'arrêt définitif

Après l'arrêt définitif de l'installation, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage de terrain à vocation naturelle (milieu prairial semi-ouvert avec conservation des massifs boisés situés en périphérie).

Article 7 : Arrêtés ministériels de prescriptions générales

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté ministériel de prescriptions générales (article L. 512-7) du 12 décembre 2014 relatif aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel de prescriptions générales (article L. 512-7) du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

TITRE 2. MODALITES D'EXECUTION, VOIES DE RECOURS

Article 8 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 9 : Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à son encontre, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 10 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, auprès du tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 Orléans Cedex 1 :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie de Lunery pendant une durée minimum d'un mois ;

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Cher, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique télérecours accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés aux 1° et 2°.

Le recours gracieux est adressé à monsieur le préfet du Cher – service de la coordination interministérielle et de l'appui territorial, bureau des ICPE, place Marcel Plaisant CS 60022 – 18020 Bourges Cedex.

Le recours hiérarchique est adressé à monsieur le ministre de la transition écologique et solidaire -direction générale de la prévention des risques - arche de la défense - paroi nord – 92055 la défense Cedex.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 11 : Publicité

En vue de l'information des tiers, l'arrêté fait l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R. 512-46-24 du code de l'environnement :

- Une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de Lunery, commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Lunery pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressée par les soins du maire à la préfecture du Cher- direction des collectivités locales et de la coordination interministérielle-bureau des ICPE- place Marcel Plaisant- CS60022- 18020 Bourges Cedex ;
- Une copie de l'arrêté est adressée au conseil municipal de Lunery qui a été consulté ;
- Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Cher pour une durée minimale de quatre mois.

Article 12 : Execution

La secrétaire générale de la préfecture, la maire de la commune de Lunery et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre – Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à la société COLAS France.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,

signé

Camille de WITASSE THÉZY